

Tech et électroménager font leur retour dans les grands magasins

DISTRIBUTION

Les Galeries Lafayette et le BHV ont signé un partenariat avec Boulanger.

Philippe Bertrand
@Bertra1Philippe

Trouvera-t-on de nouveau de tout dans les grands magasins ? Les Galeries Lafayette et leur filiale, le BHV, ont annoncé mercredi la réintroduction dans leurs points de vente de produits d'électroménager et de multimédia. Les téléviseurs avaient disparu des étages il y a belle lurette. Les grands magasins ont renoncé à être généralistes à mesure que les hypermarchés et les grandes surfaces spécialisées se développaient. Les premiers proposaient des prix cassés. Les seconds une foire complète et un conseil expert. Les grands magasins sont devenus des magasins de mode. L'équipement de la maison subsistait dans l'offre de façon annexe et centré sur l'art de la table et le mobilier haut de gamme (des corners Baccarat et Christofle avec un peu de canapés et de luminaires design, pour faire simple).

Des objets connectés et de mode

On n'allait plus aux Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, à Paris, ni au Printemps voisin, pour acheter un lave-linge ou un téléviseur. La terre tourne. En dix ans, le marché de l'habillement a perdu 15 % de sa valeur. A l'inverse, le marché de l'électroménager est stable, voire en progression pour certains petits produits. Le secteur

En dix ans, le marché de l'habillement a perdu 15 % de sa valeur.

A l'inverse, le marché de l'électroménager est stable, voire en progression.

de la high-tech est plus volatil. Les grands événements sportifs comme la Coupe du monde tirent les ventes de téléviseurs certaines années. La micro-informatique fléchit. Mais il s'agit d'un univers où les innovations sont nombreuses : tablettes, smartphones, objets connectés, assistants vocaux, etc. Des objets sophistiqués, répondant à de nouveaux besoins et très bien dessinés. « Nous considérons que ce sont des objets de mode », affirme un porte-parole des Galeries Lafayette et du BHV.

Dans le détail, Boulanger ouvrira cinq espaces Boulanger Le Comptoir dans les Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, de Nice Masséna et Nice Cap 3000, ainsi que dans le BHV Marais, à Paris, et le BHV Parly 2. Dix-neuf autres Galeries Lafayette proposeront par ailleurs l'offre de petit électroménager du concurrent de Darty dans leurs rayons. Les sites Galerieslafayette.com et BHV.fr, enfin, donneront accès en ligne aux 25.000 produits du catalogue Boulanger. A défaut de redevenir généralistes, les grands magasins réaffirment leur positionnement de multi-spécialistes. ■

Le géant de la Ruhr ThyssenKrupp en pleine crise existentielle

- La démission surprise du patron du conglomérat ouvre une période de doute pour le groupe rhénan.
- Les salariés reprochent à la fondation Krupp de n'avoir pas suffisamment soutenu le dirigeant alors qu'il était attaqué par deux fonds activistes.

SIDÉRURGIE

Pauline Houédé
— Correspondante à Berlin

Le succès a parfois des allures de château de cartes. Après avoir mené à bien la fusion de ses activités sidérurgiques européennes avec celles de l'indien Tata, au terme de deux ans de négociations, Heinrich Hiesinger aurait dû présenter cette semaine sa nouvelle stratégie pour ThyssenKrupp. Vieux de deux cents ans, le conglomérat rhénan devait ainsi acter son désengagement du secteur de l'acier pour se concentrer sur l'avenir. Au lieu de cela, la démission surprise du dirigeant de cinquante-huit ans, la semaine dernière, a plongé le groupe dans une crise existentielle. Derrière le siège laissé vacant par le dirigeant, des intérêts divergents divisent le groupe, né en 1999 de la fusion des anciens rivaux Thyssen et Krupp. Dans une lettre destinée aux salariés, Heinrich Hiesinger, à la tête du sidérurgiste depuis sept ans, pointe indirectement le soutien insuffisant des actionnaires et du conseil de surveillance.

L'ex-cadre de Siemens essuie depuis des mois de vives critiques de deux investisseurs activistes : le fonds suédois Cevian, deuxième

actionnaire avec plus de 15 % du capital, et le fonds américain Elliott, qui en détient moins de 3 %.

Cevian reproche notamment à Heinrich Hiesinger de s'être trop concentré sur l'épineux problème de l'acier – et son deal avec Tata – et d'avoir négligé les autres pôles du groupe de 156.000 salariés, qui construit également des ascenseurs, des pièces automobiles ou des sous-ma-

Trois membres du directoire assurent pour l'heure l'intérim jusqu'à la désignation d'un successeur.

rins. Si Heinrich Hiesinger voulait maintenir le conglomérat dans sa structure actuelle, les fonds militent à l'inverse pour une structure très décentralisée, à coups de scissions ou de joint-ventures. Celles-ci promettent de dégager davantage de valeur en Bourse et donc de confortables dividendes, alors que le groupe a perdu 28 % de sa valeur depuis janvier 2011 et l'arrivée de Heinrich Hiesinger. De tels spin-off se sont multipliés en Allemagne ces dernières années, à l'image du chimiste Bayer, qui s'est séparé de ses activités plastique Covestro, de Sie-

mens qui a donné sa liberté à son pôle santé ou du géant de l'énergie E.ON qui s'est débarrassé de ses activités de production fossile avec Uniper.

Face à ces attaques répétées contre le dirigeant, la presse allemande comme les salariés du groupe critiquent aujourd'hui le silence de la fondation Krupp, premier actionnaire du groupe avec 21 % du capital, interprété de facto comme un désaveu de Heinrich Hiesinger.

Des salariés, déçus et furieux

Au centre des discussions : le rôle d'Ursula Gather, recteur de l'université de Dortmund, qui a repris la tête de la fondation à la mort du patriarche, Berthold Beitz, en 2013. « Nous sommes déçus, car la fondation a failli à sa mission principale de défendre l'héritage d'Alfred Krupp. Nous sommes furieux, car elle n'a pas personnellement soutenu, comme il l'aurait mérité, l'homme que Berthold Beitz est allé chercher pour sauver l'entreprise », écritent des salariés dans une lettre ouverte, publiée dans le quotidien « Rheinische Post ».

« Si la fondation Krupp ne se décide pas maintenant à s'acquitter de sa mission d'actionnaire de référence, ThyssenKrupp risque de traverser une période agitée », prévient le quotidien « Handelsblatt », qui rappelle comment la famille actionnaire Quandt a su, à l'inverse, protéger BMW, en difficulté dans les années 1990 à la suite du rachat de Rover. Le chef du conseil de surveillance, Ulrich Lehner, est chargé de trouver un successeur. Il a très vivement réagi mercredi dans le « Zeit », reprochant aux investisseurs activistes de semer une « terreur psychologique ». « Nous souhaitons un nouveau dirigeant qui poursuive le développement de ThyssenKrupp, mais ne le démantèle pas », souligne pour sa part Heiko Reese, responsable acier au syndicat de la métallurgie IG Metall. ■

Le rôle décisif de la « première baronne de la Ruhr »

Sous le feu des critiques pour n'avoir pas suffisamment soutenu Heinrich Hiesinger, Ursula Gather joue un rôle clef pour l'avenir de ThyssenKrupp. La nomination de la recteur de l'université technique de Dortmund à la tête de la fondation Krupp en 2013 a fait d'elle le premier actionnaire du conglomérat. Un choix qui avait surpris. Sans expérience dans l'industrie sidérurgique, la mathématicienne de soixante-cinq ans siège depuis 2011 au conseil d'administration de la fondation. Son attitude jugée en retrait tranche avec celle de son prédécesseur, le très influent Berthold Beitz.

INTERVIEW // WERNER ABELSHAUSER Professeur d'histoire économique à l'université de Bielefeld

« Le groupe s'est pratiquement libéré de la vieille industrie »

Propos recueillis par
Thibaut Madelin
— Correspondant à Berlin

Dans un entretien aux « Echos », Werner Abelshauser, professeur d'histoire économique à l'université de Bielefeld, analyse les récentes évolutions du conglomérat allemand.

Comment s'inscrit la réorganisation de ThyssenKrupp à l'échelle de l'histoire ?

La transformation est en fait l'achèvement d'une grande tendance qui a débuté au XIX^e siècle. L'Allemagne fait partie des pays qui sont des pionniers de la deuxième révolution économique, de la synthèse postindustrielle entre l'économie et la science. Depuis, il existe la vieille industrie, dont fait partie ThyssenKrupp, et la « nouvelle industrie », comme Siemens, BASF ou l'industrie automobile.

Dès la fin du XIX^e siècle, Krupp avait en fait commencé à s'émanciper de la vieille industrie, du charbon et de l'acier, pour épouser la « nouvelle industrie » avec la machi-

ne-outil, la fabrication d'équipements postindustriels ou de bateaux. Mais la Première et la Seconde Guerre mondiale l'ont forcé à se retourner vers la production de valeur matérielle, l'acier, alors qu'il ne voulait plus le faire. Ce qu'on observe aujourd'hui est le dernier frémissement de cette évolution. En fusionnant sa production d'acier avec celle de Tata, le groupe s'est pratiquement libéré de la vieille industrie.

Un long processus qui a failli lui coûter son existence...

Oui. ThyssenKrupp a pensé trouver son salut dans l'acier de spécialités, l'acier inoxydable, etc. Il a investi massivement au Brésil en pensant de nouveau être compétitif. Mais ça n'a pas fonctionné et le groupe a effectivement frôlé la faillite il y a neuf ans. Il s'est retrouvé de plus en plus sous la pression de producteurs de masse, surtout de la Chine. Un jour, il a dû comprendre qu'il n'y avait plus rien à gagner avec la sidérurgie, qui est l'apanage de pays industriels et non postindustriels. La fusion avec Tata

« Le groupe a effectivement frôlé la faillite il y a neuf ans. »

« Un jour, il a dû comprendre qu'il n'y avait plus rien à gagner avec la sidérurgie. »

est le chapitre final de cette histoire allemande du charbon et de l'acier.

Cette étape fait l'objet d'un conflit entre des fonds d'investissement et la famille actionnaire. Assisté-t-on à un nouveau clash entre le capitalisme rhénan et le capitalisme anglo-saxon ?

C'est inévitable, car la Fondation Krupp, qui possède 21 % du capital, a une préférence beaucoup plus nette pour la continuité du groupe, tandis que ces nouveaux investisseurs sont en priorité orientés vers le rendement du capital. Heinrich Hiesinger

Les trois métiers du groupe



ThyssenKrupp AG

Les chantiers navals en pleine tourmente
La décision d'évincer ThyssenKrupp de son appel d'offres de 3,5 milliards pour la construction de quatre frégates a porté un coup à l'activité. Le groupe examinerait la vente de cette filiale de 6.000 employés.



ThyssenKrupp Steel Europe Fotog

Un virage stratégique dans l'acier

Le conglomérat s'est désengagé de ses activités sidérurgiques, qui constituaient jusqu'alors son ADN. En Europe, la coentreprise avec Tata doit permettre au groupe d'Essen de sortir l'acier de son bilan, alors que le marché est asphyxié par les surcapacités.



Anton Gvozdkov/ThyssenKrupp

Les ascenseurs, l'activité la plus rentable

La division représente à elle seule plus de la moitié des profits de ThyssenKrupp. C'est l'activité la plus rentable du groupe (12 %), mais ses concurrents restent plus performants (13,8 % pour le finlandais Kone).



Pierre-Monika Jander

« L'Allemagne n'est plus un pays industriel, mais une économie postindustrielle, qui vit de la production de valeur immatérielle. »

a suivi une ligne qui voulait achever cette transition industrielle dans la continuité. Les autres voulaient une adaptation plus rapide.

Les fonds plaident pour un éclatement des divisions et la fin d'une structure de conglomérat. Est-ce aussi la marche de l'histoire ?

Il y a une confusion je crois. Dans leur mutation, les gros groupes ont produit des installations postindus-

rielles complexes. Les nouveaux investisseurs ne comprennent pas ce modèle. Ils ne réalisent pas que l'Allemagne n'est plus un pays industriel, mais que c'est une économie postindustrielle, qui vit de la production de valeur immatérielle. La force de cette économie ne réside pas dans la fabrication pure et simple de produits, mais dans la combinaison de certains métiers qui peuvent se nourrir. Une trop forte spécialisation serait plutôt contre-productive. ■